



L'intersyndicale des Finances publiques de l'Orne s'adresse à vous

La DGFIP est directement sous la menace d'un plan massif de suppressions d'emplois (de 20 000 à 30 000 envisagées d'ici 2022), d'une réduction du champ des missions par des externalisations, d'une concentration extrême du réseau territorial.

Concrètement cela se traduira pour vous par un service public payant, une réception uniquement sur RDV (un mardi par çï, un vendredi par là) donc moins accessible.

Le gouvernement soutient que les Français demandent moins de fonctionnaires mais du service public de proximité, que les Français veulent faire leur déclaration sur internet, que les Français sont pour le prélèvement à la source...

Aujourd'hui, vous vous déplacez auprès d'un centre des finances publiques. Permettez-nous de vous poser ces quelques questions :

1. Pourquoi souhaitez-vous rencontrer un agent des finances publiques ?

- remplir la déclaration de revenus**
- aide à la télédéclaration**
- autre**

2. Etes-vous pour la télédéclaration ?

- oui**
- non**

3. Estimez-vous important et nécessaire d'avoir la possibilité de rencontrer un agent des finances publiques lorsque vous en avez besoin ?

- oui**
- non**

4. Pensez-vous que les réformes envisagées (suppressions d'emplois, fermeture des accueils, missions privatisées...) vous permettront de bénéficier d'un bon service public ?

- oui**
- non**

5. Estimez-vous que les agents des finances publiques sont efficaces ?

- oui

- non

6. Estimez-vous normal que la DGFIP, représentant seulement 4,3 % des effectifs de la fonction publique d'État, ait subi à elle seule 64 % des emplois supprimés dans cette même fonction publique ?

- oui

- non